



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Endettement personnel

Les pièges de la surconsommation

Conséquence directe de la société de «surconsommation» dans laquelle nous vivons, l'endettement personnel prend aujourd'hui des proportions inquiétantes. Statistique Canada nous apprenait récemment que pour chaque tranche de revenu de 100 \$, les ménages canadiens devaient en moyenne 148 \$, un sommet historique. Et selon l'Institut Vanier pour la famille, le niveau d'endettement a augmenté six fois plus vite que le revenu des ménages depuis 1990.

**Le niveau
d'endettement
a augmenté six
fois plus vite
que le revenu
des ménages
depuis 1990.**

l'économie, pourrait bientôt aboutir devant un mur. Certains estiment déjà que l'endettement moyen pourrait atteindre 160 % du revenu des ménages d'ici 2012. Qu'en sera-t-il en 2015 ou en 2030? Qui est à blâmer dans cette situation, les individus incapables de se discipliner, ou les entreprises qui cherchent coûte que coûte à nous prêter de l'argent?



Dette des ménages et de l'État Comparaison douteuse!

Bien que des groupes de pression et des politiciens tentent de nous le faire croire, on ne peut pas comparer l'endettement des ménages avec la dette publique des États. Au-delà des montants d'argent en cause, les raisons de s'endetter sont différentes, de même que les moyens d'action disponibles. Contrairement aux individus ou aux ménages, les États disposent des leviers fiscaux pour augmenter leurs revenus au besoin. Une dette reste une dette, mais bien davantage que les États, les ménages et les individus peuvent souffrir d'un endettement excessif.

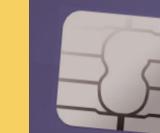
AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension,
c'est contagieux !



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

L'endettement personnel expliqué par l'histoire

Labanque



Après la grande dépression de 1929, les gouvernements ont mis en place des mesures pour contrôler efficacement l'économie et redistribuer plus équitablement les richesses produites. Il fallait entre autres accroître les salaires des travailleurs en fonction du rythme d'augmentation de la productivité (le PIB). On avait compris que si on voulait «faire rouler l'économie», il fallait que les salariés aient les moyens d'acheter les produits qu'ils fabriquaient.

JEAN UNTEL

VALIDE JUSQU'AU MOIS/ANNÉE
12/11

Un essor économique sans pareil

Entre 1945 et 1975, durant les «Trente glorieuses», le monde a connu un essor économique inouï. Le niveau de vie de la population s'est accru. Le travailleur pouvait maintenant acheter une maison et une auto avec son salaire. Chose nouvelle, il pouvait même épargner. Le recours au crédit était alors mal vu et plus limité. L'économie tournait rondement et la croissance était au rendez-vous. Les riches et les entreprises payaient plus d'impôts, mais davantage de gens profitaient de l'augmentation de la productivité.

Mondialisation = baisse des salaires

La situation s'est mise à changer au tournant des années 80 avec le retour de politiques économiques consistant à «laisser-faire» le marché. L'objectif était alors de réduire la taille de l'État et de limiter son pouvoir d'intervention

Le chiffre du mois

10%

C'est le pourcentage de ménages canadiens à risque de ne plus pouvoir effectuer leurs paiements lorsque les taux d'intérêt, aujourd'hui très bas, seront haussés.

(Source : Banque TD, Radio-Canada)

Un fléau pour les pays en développement

Comme Séraphin Poudrier, qui prêtait aux gens pour ensuite les mener par le bout du nez, certaines nations riches ont compris qu'elles pouvaient contraindre les pays en développement en leur prêtant des sommes d'argent. Si aujourd'hui on parle de plus en plus d'annuler certaines dettes des pays en développement, c'est simplement pour une question de bon sens. Plusieurs pays en développement remboursent actuellement plus d'argent en intérêt et capital sur leur dette qu'ils n'en reçoivent en aide. Dans certains pays, les dépenses consacrées à la dette sont parfois jusqu'à six fois plus importantes que leurs dépenses en santé et en éducation. Difficile dans ces conditions de parler «d'aide au développement».



Lisez les autres pages de la série

«Les grands enjeux»

www.cs3r.org dans la section
«Publications et archives»



Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

1. Citoyen? Non, consommateur!

Le système économique actuel a une tendance fâcheuse à réduire les citoyens à l'état de simples consommateurs. Ce qui compte, ce sont moins nos qualités personnelles que l'image matérielle que nous projetons. Le statut social s'acquiert par la grosseur de la maison ou de l'auto, par la griffe sur les vêtements, par la capacité à acquérir rapidement les gadgets et autres iPod à la mode. La publicité est omniprésente dans nos vies... et le crédit si facile. L'industrie de la finance s'active à nous offrir des produits de crédit qui alimentent notre désir excessif de consommer des objets qu'il faut souvent remplacer au bout de quelques mois. On nous incite à acheter maintenant et à ne rien payer avant 18 mois. Les banques nous envoient des cartes de crédit par la poste ou augmentent nos marges de crédit sans le demander. En utilisant plus souvent nos cartes de crédit, on accumule des points Air Miles, Aéroplan, ou encore des bonidollars. Cette surconsommation, facilitée par le crédit, idéalise un mode de vie axé sur l'image et la superficialité. Un mode de vie non viable, alimenté par un système qui produit de graves inégalités en plus d'épuiser les ressources limitées de la planète.

2. Discipliner l'individu ou le système?

L'endettement personnel excessif a de graves conséquences sur les individus et la société. La dépendance que nous développons face au crédit nous rend vulnérables face aux prêteurs. Selon une étude de l'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA) le nombre de faillites personnelles a presque triplé entre 1990 et 2009. L'endettement excessif est une source de stress qui a des effets néfastes sur la productivité au travail, sur les relations personnelles et de couples, de même que sur le taux de suicide. Bien sûr, les individus peuvent se discipliner, mais les gouvernements et les entreprises ont aussi des obligations. Il appartient au gouvernement de discipliner un système bancaire et financier qui a tous les «intérêts» du monde à continuer d'endetter ses clients le plus longtemps possible pour enrichir des actionnaires. D'ailleurs, selon la Coalition des associations de consommateurs du Québec, 72 % des Québécois souhaiteraient que le gouvernement interdise ou réglemente la sollicitation sur le crédit. Aussi, le système économique doit mieux répartir la richesse. Il est anormal et inéquitable que les salaires des travailleurs ne suivent pas l'augmentation du PIB (la productivité) à laquelle ils ont pourtant contribué. En délaissant un peu notre rôle de consommateur au profit de celui de citoyen, nous contribuerions certainement à améliorer la situation.

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

sur l'économie en prétextant que la «main invisible du marché» pouvait mieux produire et répartir la richesse. La mondialisation et le «feu vert» accordé aux «marchés» ont placé les pays en compétition et mis une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs, cela, même si la productivité et la richesse augmentaient. C'est simple, si les salaires sont plus bas au Mexique ou en Chine, il devient alors avantageux d'y déplacer les usines.

Inégalités et endettement

Si les salaires des travailleurs n'augmentent plus en suivant le rythme de la productivité, cela profite donc davantage aux plus riches et augmente les inégalités de revenus. Ensuite, comme les sirènes de la consommation et du crédit sont toujours aussi insistantes, mais que les gens ont moins d'argent en poche, ces derniers s'endettent maintenant de plus en plus pour les dépenses ordinaires de consommation. Une situation qui fragilise l'économie et qui met la société et de nombreuses personnes en situation précaire.

Pour en savoir plus et pour agir

Le dossier «Vivre à crédit» de la revue RELATIONS
www.reverrelations.qc.ca

Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES)
819-378-7888
acef@infoteck.qc.ca

Service d'aide aux consommateurs de Shawinigan 819-537-1414
www.service-aide-consommateur.qc.ca

Inscrivez-vous à la liste nationale
des numéros de téléphone
exclus (LNNTE) pour éviter la
sollicitation téléphonique.
<https://www.lnnte-dncl.gc.ca>



Procurez-vous la carte de
membre du CS/TR au coût de
5\$ et recevez gratuitement
LE POINT, le bulletin d'information du CS/TR, publié 3 fois par année.
Information : 819 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :
CSTM – Fonds de Charité
942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6
DON EN LIGNE - www.cs3r.org